

Les dispositions du code de l'urbanisme relatives aux espaces boisés classés figurent aux articles L.113-1 à L.113-7 et R.113-1 à R.113-14.

1) Création et déclassement d'un EBC

L'espace boisé classé (EBC) constitue un outil de protection que la collectivité compétente peut mettre en œuvre dans le cadre de l'élaboration ou de la révision de son plan local d'urbanisme communal (PLU) ou intercommunal (PLUi). Il n'est pas possible de définir d'EBC sur le territoire d'une commune soumise au règlement national d'urbanisme (RNU) ou dotée d'une carte communale.

Le classement en EBC est possible dans toutes les zones d'un PLU(i) : zones urbaines (U), à urbaniser (AU), naturelles (N) ou agricoles (A).

En application de l'article L.113-1 du code de l'urbanisme, les PLU(i) peuvent classer les bois, forêts, parcs, arbres isolés, haies et plantations d'alignement comme espaces boisés à conserver, à protéger ou à créer. Il est ainsi possible de classer un espace avant qu'il ne soit boisé afin de favoriser les plantations sylvicoles.

Le code de l'urbanisme ne fixe pas de superficie minimale ou maximale d'un EBC.

Si la collectivité compétente décide de supprimer ou de réduire un EBC, elle devra engager une procédure de :

- révision générale du PLU(i) si le déclassement entraîne une modification du projet d'aménagement et de développement durable (article L.153-31 du code de l'urbanisme),
- révision selon des modalités « allégées » s'il n'est pas porté atteinte aux orientations du PADD (article L.153-34 du code de l'urbanisme),
- mise en compatibilité du PLU(i) avec une opération d'utilité publique ou d'intérêt général (articles L.153-54 à L.153-59 du code de l'urbanisme).

2) Effets de classement en EBC

Conformément aux dispositions de l'article L.113-2 du code de l'urbanisme, le classement en EBC interdit tout changement d'affectation ou mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Par conséquent, les défrichements sont interdits en EBC, ceux-ci entraînant la destruction de l'état boisé d'un terrain et mettant fin à sa destination forestière.

La conservation des boisements existants ne doit pas être compromise lorsque l'on effectue une coupe, dans le cas contraire la demande d'autorisation de coupes peut être refusée.

Les coupes doivent également être soumises à déclaration préalable quelle que soit la surface concernée et quel que soit le propriétaire.

La déclaration préalable de coupe n'est pas nécessaire dans un EBC pour l'enlèvement d'arbres morts ou de chablis (arbres déracinés).

Il en est de même lorsqu'il est fait application d'un document présentant des garanties de gestion durable au sens de l'article L.124-1 du code forestier. Les documents concernés sont :

- le document d'aménagement arrêté,
- le plan simple de gestion agréé,
- le règlement type de gestion approuvé.

Les équipements nécessaires à la protection et à la mise en valeur de la forêt, qui d'après l'article L.341-2 du code forestier ne constituent pas un défrichement, sont autorisés dans les EBC. Ces aménagements sont principalement les chemins forestiers, les places de dépôt pour le bois, les allées, les fossés, les pavillons de chasse ne nécessitant pas d'installations électriques ou sanitaires, ou encore les équipements de défense des forêts contre l'incendie (DFCI) comme les points d'eau, les tours de guet et les bandes pare-feu (coupes forestières linéaires créées et spécialement entretenues pour freiner l'extension rapide d'incendies de forêt).

3) Autres réglementations existantes sur les espaces boisés

a) Code de l'urbanisme

L'article R.151-24 du code de l'urbanisme dispose que " *Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :*

1° Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;

2° Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;

3° Soit de leur caractère d'espaces naturels ;

4° Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;

5° Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues."

Ce classement ne produit aucun effet réglementaire quant aux espaces boisés.

Les articles L.151-19 et L.151-23 offrent la possibilité pour une collectivité d'identifier et de localiser à travers le règlement de son PLU(i) les éléments de paysage à protéger. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L.421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.

b) Code forestier

Les coupes et défrichement pour les particuliers

L'arrêté préfectoral n°2015-3 13 du 7 avril 2015 du département de l'Aisne fixe les seuils sur les autorisations de coupes et les exemptions de défrichement prévus aux articles L.124-5, L.124-6, L.342-1 et R.141-24 du code forestier :

Les seuils sur les autorisations de coupes prévoient que les coupes d'un seul tenant supérieures ou égales à 4 hectares et enlevant plus de la moitié du volume des arbres de futaie (plantation d'arbres adultes issus de semis) sont soumises à autorisation préfectorale.

Les seuils sur les exemptions de défrichement prévoient que les espaces boisés des particuliers de superficie inférieure à 4 hectares sont exemptés d'autorisation de défrichement, sauf si ces boisements font partie d'un massif boisé supérieur ou égal à 4 hectares.

Les forêts de protection

L'article L.141-1 du code forestier mentionne les boisements pouvant être classés en forêts de protection. Ces forêts, publiques ou privées, ont pour effet juridique d'interdire tout changement d'affectation du sol (article L.141-2 du code forestier) et sont assimilées à des servitudes d'utilité publique.

Dans le département de l'Aisne, seul le bois d'Holnon a été classé en forêt de protection, par décret ministériel du 29 mai 1987.

c) Documents de gestion durable

Un plan de gestion est un document de gestion d'un espace naturel protégé (sites Natura 2000, zones de protection spéciale, ZNIEFF, sites visés par un arrêté préfectoral de protection de biotope ou encore espaces naturels sensibles) ou d'un espace géré de manière différenciée (zones humides, forêts publiques et privées, espaces verts ou encore jardins des particuliers).

Un plan se structure autour d'un diagnostic de l'espace naturel concerné, d'une formulation d'objectifs (avec une priorité donnée aux enjeux de la conservation de la biodiversité), de la mise en place d'un programme d'actions permettant de planifier la mise en œuvre de plusieurs opérations de gestion, ainsi que d'une évaluation du plan de gestion, avec un retour périodique sur le programme d'actions.

Le code de l'environnement dispose que la rédaction d'un plan de gestion est obligatoire pour les réserves naturelles (cf. articles R.332-17, R.332-21 et R.332-22 pour les réserves naturelles nationales, article R.332-43 pour les réserves naturelles régionales).

Dans le code forestier, le plan de gestion se décline en plan simple de gestion agréé (cf. partie 2). Ce dernier permet aux propriétaires forestiers de réaliser périodiquement un diagnostic de leur forêt afin de définir un programme d'interventions en accord avec leurs objectifs, sur une période de 10 à 20 ans.

Un tableau récapitulatif de l'ensemble des réglementations s'imposant aux propriétaires de terrains boisés figure en annexe.

4) Utilisation d'un classement en EBC

L'article L.121-27 du code de l'urbanisme dispose que les PLU doivent classer en espaces boisés, au titre de l'article L.113-1 *« les parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs de la commune ou du groupement de communes, après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. »*

Le classement en EBC peut donc pallier une absence de protection pour les boisements tels que :

- les haies et bosquets pouvant constituer des corridors écologiques,
- les espaces boisés préservant l'intérêt du paysage forestier,
- les boisements préservant un écosystème forestier,
- les espaces boisés limitants les risques de ruissellement et d'érosion du sol,
- les arbres remarquables ou alignements d'arbres en zone urbaine.

L'usage du classement en EBC s'avère inutile s'il est superposé à d'autres protections existantes (cf. partie 3). Par ailleurs, pour prévenir d'éventuels conflits d'usage, il conviendra d'éviter de classer en EBC des espaces tels que :

- les espaces boisés susceptibles de changer d'affectation, celui-ci constituant un défrichement,
- les boisements attenants à des habitations,
- les espaces boisés destinés à une exploitation forestière (ex. : les peupleraies),
- les terrains susceptibles d'accueillir des projets entraînant un changement d'occupation du sol (ex. : installations de pylônes radiotéléphoniques).

Tout usage du classement en EBC doit être justifié dans le rapport de présentation du PLU(i).

